

BULLETIN

de la Société canadienne de Criminologie

55 avenue Parkdale,
Ottawa,
Canada K1Y 1E5

Volume V No 4

Mars 1976

ISSN 0045-463X

Ordre et sécurité publics

Les media ont présenté de longs rapports et de nombreux commentaires sur le contenu de deux bills récemment présentés aux Communes. La **Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 1** comprend cinq parties. Dans la première, il est proposé des modifications aux articles du **Code criminel** portant sur les armes à feu et d'autres armes offensives, le bris de prison, l'interception des communications, les délinquants dangereux et les enquêtes spéciales sur la criminalité. La Partie II propose de modifier le **Tarif des douanes** en ce qui concerne les armes à feu. La Partie III apporte des modifications à la **Loi sur la libération conditionnelle**, la Partie IV, à la **Loi sur les pénitenciers**, et la Partie V, à la **Loi sur les prisons et les maisons de correction**. La **Loi de 1976 modifiant le droit pénal, n° 2** renferme les changements qu'il est proposé d'apporter à divers articles du **Code criminel** au sujet de la peine de mort. Le manque de place ne permet pas d'entrer dans les détails des modifications proposées et le lecteur n'a qu'à consulter un journal récent pour les connaître.

Les esprits sont très échauffés et vont probablement le demeurer jusqu'à l'adoption finale des deux bills. La stratégie du gouvernement consiste, semble-t-il, à voir au Bill n° 1 moins controversable avant de passer au Bill n° 2. Cela signifierait que des choses telles qu'une réglementation plus stricte des armes à feu, de plus vastes pouvoirs d'écoute électronique, des dispositions plus étendues au sujet des délinquants dangereux, des enquêtes criminelles réglementées et des procédures de garde et de libération conditionnelle réorganisées seraient en vigueur au moment de la discussion du bill sur la peine de mort. Si cette stratégie a été adoptée dans l'espoir que l'opposition se soit amortie avant le débat sur la peine de mort, il semble déjà qu'on se soit trompé.

L'erreur la plus importante de toutes, cependant, c'est qu'on semble ne pouvoir faire autrement que promettre beaucoup. Ordre et sécurité! Chacun **s'attend** à l'ordre et à la sécurité. Bien plus, chacun **exige** l'ordre et la sécurité même s'il est établi que de telles mesures n'ont jamais eu cet effet dans l'histoire de l'homme. Le code d'Hammurabi, les dix commandements de Moïse et tous les autres n'ont jamais empêché le meurtre, la violence et la guerre. Pourquoi donc maintenant s'attendre à autre chose? Chacun devrait **s'arrêter à réfléchir**. Nous devrions tous voir ce que nous pouvons faire, dans le cadre de la législation nouvelle, pour assurer l'ordre et la sécurité tout en étant respectueux des droits essentiels, non pas imaginaires, d'autrui.

Nouveau ministre

En Nouvelle-Ecosse, M. Leonard Pace revient au portefeuille de Procureur général qu'il a déjà détenu. M. Allan Sullivan a été nommé à une autre ministère.

Prix annuel — Fonds de recherche de l'Institut de psychiatrie Clarke

Toutes les propositions de candidatures et demandes à l'égard de ce prix de \$1,000 doivent être présentées **avant le 1er mai 1976**. Le prix vise à stimuler la recherche en psychiatrie

au Canada et les fonds sont fournis par des psychiatres qui exercent leur activité à l'Institut Clarke. Le prix est remis à l'Assemblée annuelle de l'Association psychiatrique canadienne au scientifique clinique ou au chercheur qui a publié un rapport ou une dissertation sur des recherches exceptionnelles au Canada dans le domaine de la santé mentale au cours de l'année précédente. Renseignements: le Dr. R.E. Turner, Secrétaire, "Clarke Institute of Psychiatry Research Fund", 250, rue College, Toronto (Ontario) M5T 1R8.

Intéressantes décisions judiciaires

La Cour d'appel de l'Ontario a statué au début de février qu'un juge peut différer le prononcé de la sentence d'une personne trouvée coupable à condition que le délai ne dépasse généralement pas un ou deux mois. Cette décision découle d'un appel interjeté par un jeune délinquant d'une ordonnance de M. le juge Jean-Marc Labrosse obligeant le juge de la cour provinciale Langdon à prononcer aussitôt la sentence en rapport avec une accusation de vol qualifié. Le juge Langdon avait suspendu la sentence pour une durée de 36 mois aux termes d'une ordonnance de probation dans une affaire de vol, mais il avait remis à plus tard le prononcé de la sentence à l'égard d'une accusation de vol qualifié afin de tester le comportement du délinquant en probation.

Le juge W.A. Stevenson de cour de district d'Alberta a récemment statué sur deux appels impliquant des accusations d'avoir contribué à la délinquance. Dans un cas, une femme de 33 ans avait donné de l'alcool à une jeune fille de 16 ans. Dans l'autre cas, un garçon de 16 ans avait eu des relations sexuelles avec une fille de son âge. Le juge Stevenson a renversé les décisions des tribunaux inférieurs en se fondant sur la décision de **Drybones**. Il a interprété cette décision comme signifiant que, si elle a pour effet de créer un délit du fait de poser un acte que d'autres sont libres de poser, la loi aboutit à une injustice. En Alberta, les garçons deviennent adultes à 16 ans et les filles, seulement à 18 ans. "La disposition adoptée afin de permettre au cabinet d'établir une discrimination entre garçons et filles est une discrimination fondée sur le sexe à laquelle je ne puis trouver de justification raisonnable ni nécessaire." Le gouvernement albertain songe à en appeler de la décision du juge Stevenson.

Le juge Stephen Borins, en Ontario, a aussi invoqué la **Déclaration canadienne des droits** pour justifier une peine plus courte que la peine obligatoire prévue par la loi dans le cas d'une personne trouvée coupable d'avoir importé un narcotique. Le juge Borins a statué que la peine minimum de sept ans d'emprisonnement prévue par la **Loi sur les stupéfiants** est cruelle et excessive et il a ensuite appliqué l'article 2 b) de la **Déclaration**. Il a conclu qu'il lui incombe de voir à ce que ce cruel châtiment ne soit pas imposé. "Par conséquent, j'estime que je ne suis pas lié par la peine obligatoire de sept ans prévue par l'article 5 (2) de la **Loi sur les stupéfiants**."

Indemnisation des victimes de la criminalité

Au début de février, le Québec et les Territoires du Nord-Ouest se sont joints à un programme fédéral-provincial d'indemnisation

des victimes de la criminalité. Aux termes de l'accord, les personnes blessées en aidant à appliquer la loi ou les victimes de certains crimes peuvent être indemnisées, à condition de ne pouvoir recouvrer des dommages-intérêts du délinquant. L'accord prévoit le paiement à la province au taux de 5c. par habitant à compter du 1er juin 1975.

Pénitencier à sécurité maximum Le Solliciteur général a annoncé la construction d'un pénitencier à sécurité maximum de 192 cellules à Lilloet (C.-B.). Le projet est sujet à l'approbation des autorités locales. L'établissement de Lilloet s'inscrit dans un programme destiné à fermer le pénitencier de New Westminster d'ici 1979.

Association internationale des magistrats de la jeunesse

Pour la première fois de son histoire, l'Association en cause va se réunir au Canada. La réunion internationale aura lieu à Montréal en 1978. Le juge Marcel Trahan de Montréal préside le comité de planification. Il s'attend à la venue d'environ 600 juges et avocats du secteur des tribunaux juvéniles. Quelques 65 pays y seront représentés. L'année 1978 va aussi marquer le 50e anniversaire de l'Association qui a été fondée à Bruxelles. Le dernier congrès a eu lieu à Oxford.

Organismes privés s'occupant de justice criminelle

Les organismes privés qui servent les établissements de correction de la province ne devraient pas trop s'en remettre au financement gouvernemental, mais devraient chercher à réunir une part importante de leur budget de fonctionnement de sources locales . . . etc. . . les organismes privés doivent commencer à montrer au gouvernement qu'ils "trouvent dans la collectivité un appui solide et bien motivé". Ces propos vous semblent-ils familiers? Ils sont extraits d'une information parue dans un journal au sujet d'un discours prononcé par le ministre ontarien des Services correctionnels devant la Société John Howard d'Hamilton en février. Le ministre n'a pas dit apparemment quelles incitations le gouvernement entend créer afin que ceux qui font un don n'aient pas d'abord à tout donner au percepteur d'impôt. L'information ne mentionnait pas si le ministre a dit quelque chose à l'effet que les services gouvernementaux doivent montrer qu'ils "trouvent eux aussi dans la collectivité un appui solide et bien motivé". Quoi qu'il en soit, le Groupe d'étude sur le rôle des organismes privés dans la justice criminelle doit examiner toute la question.

Enquête à Millhaven

Mlle Inger Hansen, enquêteur correctionnel au gouvernement fédéral, a mené une enquête sur l'utilisation récente du gaz lacrymogène et de la force à l'endroit de prisonniers en ségrégation dans l'institution de Millhaven. Elle a permis la présence des media, mais à la condition qu'ils conviennent de ne pas publier de noms ni d'identifier de témoins. Certains organismes d'information ont contesté cette condition, mais ils n'ont pas réussi à changer la décision.

Maisons de transition pour ex-délinquants

D'après un rapide examen de coupures de journaux de ces dernières semaines, les maisons de transition pour ex-délinquants ont de la

difficulté à être acceptées dans plusieurs localités du pays. Granby (Québec) lutte depuis 18 mois afin d'empêcher le fonctionnement d'un centre résidentiel de cette nature. Une Cour supérieure du Québec a ordonné à la ville d'émettre les permis nécessaires, mais le conseil de ville a maintenant décidé d'en appeler de la décision du tribunal.

Une maison qui existait à Kitchener depuis trois ans a vu son maintien mis en danger en décembre 1975 quand elle a essayé d'obtenir de l'administration municipale une lettre à l'effet qu'elle se conformait au règlement de zonage. La lettre était nécessaire à l'appui d'une demande d'hypothèque, mais l'administration a refusé de remettre la lettre.

Les résidents de South Calgary cherchent à faire obstacle à l'établissement d'un foyer collectif pour ex-délinquants. Ils affirment ne pas s'opposer à la réadaptation, mais estiment que le foyer devrait s'installer plus près du centre-ville.

A Saint-Jean (Terre-Neuve), au début de janvier, le conseil municipal a approuvé une demande en vue d'ouvrir un centre. Les informations parues dans les journaux en février montraient déjà que les résidents exerçaient des pressions auprès du conseil pour qu'il renverse sa décision en n'émettant pas de permis. La question semble devoir aboutir devant les tribunaux.

Déprimant! Triste! Très malheureux!

Organismes bénévoles nationaux

La Seconde Conférence des organismes bénévoles nationaux aura lieu au Centre de conférences du gouvernement à Ottawa du 24 au 26 avril. La première conférence s'est tenue en novembre 1974 alors que 120 délégués représentants 54 organismes ont adopté des plans pour qu'un comité permanent étudie des questions d'intérêt pour tous les organismes et organise cette seconde conférence. Le thème de la conférence est: "Le rôle nouveau des organismes bénévoles dans un Etat providence."

La marijuana — autres données

Le Dr. Max Fink, de l'Université de l'Etat de New York, dit que des études sur la consommation chronique en grand de marijuana à Costa Rica et en Jamaïque n'ont pas montré que des lésions soient causées au cerveau ni qu'il y ait d'autres différences importantes chez les consommateurs par rapport aux non-consommateurs.

Le National Institute on Drug Abuse des E.-U. a publié un rapport selon lequel les chercheurs trouvent de nouvelles utilisations médicales prometteuses à la marijuana. En outre, le rapport n'a pas montré qu'on ait raison de craindre que la consommation chronique de marijuana ne provoque des dommages génétiques et une fécondité inférieure. Il donne à entendre, cependant, que la marijuana a réduit la pression intérieure exercée sur l'oeil chez des malades du glaucome, atténué les vomissements chez des cancéreux soumis à la chimiothérapie et dilaté les voies aériennes pulmonaires chez des asthmatiques.

Participation des citoyens — le témoin

A notre époque de délais judiciaires de plus en plus longs et alors qu'il en coûte cher de perdre une journée de salaire pour être témoin, la suggestion portant d'adopter une déclaration des droits des témoins est des plus heureuses. Elle est formulée dans le numéro de novembre 1975 du *Chitty's Law Journal*. Son adoption concourrait beaucoup à améliorer, au lieu de

tout simplement tolérer, la participation des citoyens à l'administration de la justice. La proposition en dix points se lit comme il suit:

1. Le témoin est l'hôte du tribunal et a le droit d'être traité en hôte. Sans témoins, les tribunaux ne peuvent fonctionner.
2. Les témoins ont des droits autant que les parties. Ils ont droit de compter sur le juge pour être protégés contre toute attaque injustifiée contre leurs moeurs, leur crédibilité, leur dignité et leur droit à leur vie privée.
3. Le juge de première instance devrait protéger avec un soin jaloux les droits des témoins et il lui incombe de mettre en balance les droits des uns et des autres lorsque ceux des témoins viennent en conflit avec ceux des parties en litige.
4. Le témoin a le droit de s'adresser à l'avocat de son choix pour le conseiller lorsqu'il rend témoignage. L'article 2 d) de la **Déclaration canadienne des droits** stipule que: aucune loi du Canada ne doit s'interpréter de façon à autoriser une cour, un tribunal, une commission, un conseil ou autre autorité à obliger une personne à témoigner s'il lui est refusé un avocat.
5. Même si l'avocat a le droit de poser une question, il n'a pas le droit absolu à une réponse. Cela est laissé à la discrétion du tribunal.
6. Lorsqu'un témoin assigné juge que sa présence au procès est oppressive ou susceptible de causer de graves embarras ou pertes personnels à lui-même ou à autrui, il devrait pouvoir demander au tribunal de lui venir en aide. Le tribunal devrait alors peser toutes les choses pertinentes et rendre une ordonnance portant de recevoir la preuve autrement qu'à un procès, y compris des dépositions, l'enregistrement magnétoscopique et l'indemnisation raisonnable du témoin de ses pertes.
7. Dans la fixation des procès, le tribunal devrait assumer la responsabilité de faire aboutir les affaires à l'étape du procès et de consulter les témoins pour tenir compte de leur commodité aussi bien que de celle de l'avocat et des parties.
8. Il faudrait raisonnablement compenser les témoins de leur manque à gagner et de leurs dépenses dues à leur présence au procès.
9. Les juges de première instance ainsi que le barreau devraient collaborer à prévenir les témoins afin de leur éviter d'inutiles présences au tribunal et de faire en sorte qu'ils perdent le moins de temps possible.
10. Il faudrait assurer le transport dans les deux sens des témoins qui, à cause de leur âge, de leur incapacité ou d'autres circonstances contraignantes, ont besoin qu'on voie à leur déplacement. Il faut s'occuper particulièrement des témoins que doivent quitter de jeunes enfants pour comparaître.

Publications d'intérêt —

Société John Howard d'Ontario: **Brief on Use of**

dissociation in Federal Penitentiaries, Toronto: 1975.

— Bruno Cormier — **The Watcher and the Watched**, Montréal: Tundra Books. 1975, \$10. Description de l'expérience de la Clinique de psychiatrie légale de l'université McGill à la prison de Clinton, Dannemora, New York.

BULLETIN

of the Canadian Criminology and Corrections Association

55 Parkdale Ave.,
Ottawa,
Canada K1Y 1E5

Volume V No. 4

March 1976

ISSN 0045-463X

Peace and Security

The news media have been full of long reports and comments on the content of two bills recently introduced in the House of Commons. The **Criminal Law Amendment Act (No 1), 1976** is in five parts. In the first part, amendments are proposed to the **Criminal Code** sections dealing with firearms and other offensive weapons, prison breach, interception of communications, dangerous offenders and Special Crime Inquiries. Part II proposed to modify the **Customs Tariff** regarding firearms. Part III is for changes in the **Parole Act**, Part IV for the **Penitentiary Act** and Part V for the **Prisons and Reformatories Act**. The **Criminal Law Amendment Act (No 2), 1976** contains the proposed changes to several sections of the **Criminal Code** regarding the death penalty. Space does not permit going into the details of the proposed amendments and readers need only to pick up a recent newspaper to see what they are.

Emotions are running very high and are likely to remain there until the bills eventually are adopted into law. The strategy of the government is to deal with the apparently less controversial Bill #1 before starting on Bill #2. This would mean that such things as stricter gun controls, broader wiretapping powers, more comprehensive dangerous offender provisions, regulated crime inquiries and reorganized custody and parole release procedures would be in effect by the time the Death Penalty Bill is debated. If such strategy was adopted in the hope that opposition will have died down before debate on the death penalty, it already appears to be a miscalculation.

The most important miscalculation of all, however, is the seemingly unavoidable raising of expectations. Peace and security! Everyone **expects** peace and security. Nay, everyone **demand**s peace and security in spite of the evidence that such measures have never in the history of man had such an effect. Hammurabi's code, Moses' ten commandments and all the others have never prevented murder, mayhem and war. So why expect it now? Everyone should sit back and **cool it**. All of us should consider what we can do, within the confines of the new laws, to achieve peace and security and still be respectful of the essential, not the imaginary, rights of others.

New Minister

In Nova Scotia Mr. Leonard Pace returns to the Attorney General's portfolio he has held in the past. Mr. Allan Sullivan was assigned to another portfolio.

Annual prize — Clarke Institute of Psychiatry Research Fund

All nominations and applications for this prize of one thousand dollars must be made **before May 1st 1976**.

The objective of this award is to stimulate research in psychiatry in Canada and the funds are provided by the psychiatrists practising at the Clarke Institute. The prize is presented at the Annual Meeting of the Canadian Psychiatric Association to the clinical or basic scientist who has published a report or dissertation on outstanding research in Canada within the field of mental health during the preceding year. Enquiries Dr. R.E. Turner, Secretary, "Clarke Institute of Psychiatry Research Fund", 250 College Street, Toronto, Ontario M5T 1R8.

Interesting Court Decisions

The Ontario Court of Appeal ruled early in February that a judge may postpone sentencing a convicted person provided the delay is generally not longer than a month or two. The decision arises out of an appeal by a young offender from an order of Mr. Justice Jean-Marc Labrosse requiring Provincial Court Judge Langdon to sentence forthwith on the charge of robbery. Judge Langdon had suspended sentence for 36 months under the terms of a probation order for charges of theft but had adjourned sentence on a charge of robbery for the purpose of testing the offender's performance on probation.

Alberta District Court Judge W.A. Stevenson recently delivered his judgment on two appeals involving charges of contributing to delinquency. In one case, a 33 year old woman had given liquor to a 16 year old girl. In the other case, a sixteen year old boy had sexual intercourse with a girl of his age. Judge Stevenson overturned the lower court decisions on the basis of the **Drybones** decision. He took this decision to mean that if the effect of a law is to create an offence for doing something others are free to do, it results in inequality. In Alberta, boys reach adulthood at 16 years and girls only at 18 years. "The provision made to permit the cabinet to discriminate between boys and girls is a discrimination by reason of sex for which I can find neither reasonable nor necessary justification". The Alberta government is considering an appeal against Judge Stevenson's decision.

Judge Stephen Borins of Ontario also used the **Canadian Bill of Rights** to justify a shorter sentence than the mandatory sentence provided by law in the case of a person convicted of importing a narcotic. Judge Borins ruled that the minimum seven year sentence provided by the **Narcotic Control Act** is cruel and excessive and then applied Section 2 (b) of the **Canadian Bill of Rights**. He concluded that it is his responsibility to see that cruel punishment is not imposed. "Accordingly, I hold that I am not bound by the mandatory sentence of seven years provided by Section 5 (2) of the **Narcotic Control Act**."

Compensation of victims of crime

Early in February, Quebec and the Northwest Territories joined in a Federal-provincial cost-sharing program for victims of crime. Under the agreement, persons injured while helping enforce the law or victims of certain crime may be compensated providing they cannot recover from the offender. The agreement provides for payment to the province on the basis of five cents per head retroactive to June 1, 1975.

Maximum-Security Penitentiary The Solicitor General has announced the building of a 192-cell maximum-security penitentiary in Lillooet, B.C. The plan is subject to approval by local authorities. The Lillooet institution is part of a program to close the penitentiary at New Westminster by 1979.

International Association of Juvenile Court Judges

For the first time in its history, the International Association of Juvenile Court Judges will meet in Canada. This international meeting is planned for Montreal in 1978. Judge Marcel Trahan of Montreal is president of the planning committee. He expects approximately six hundred judges and lawyers from the juvenile court field to attend. Some 65 countries will be represented. 1978 will also mark the fiftieth anniversary of the Association which was founded in Brussels. The last congress was held in Oxford.

Private Agencies in Criminal Justice

Private agencies that serve the province's correctional facilities should not rely too heavily on government funding but should attempt to raise a substantial amount of their operating costs through local . . . etc. . . private agencies must begin demonstrating to the government that they "enjoy a solid and well-founded base of community support". Do these words sound familiar? They appeared in a newspaper story about a speech by the Ontario Minister of Correctional Services to the Hamilton John Howard Society in February. The minister apparently did not say what incentives the government will create so that those who can give will not have to give all of it first to the tax collector. The news story did not mention whether the minister said anything about government services having to demonstrate that they too "enjoy a solid and well-founded base of community support". In any event, the whole question is to be examined by the Task Force on the Role of Private Agencies in Criminal Justice.

Millhaven Inquiry

Miss Inger Hansen, the federal correctional investigator, conducted an inquiry into the recent use of teargas and force on segregated prisoners in Millhaven Institution. She allowed the presence of the news media but on the condition they agree not to publish names or identify witnesses. This condition was challenged by some news organizations but it failed to change the decision.

Half-Way Houses for ex-offenders

A casual examination of news clippings for the past few weeks shows that half-way houses for ex-offenders are having a hard time being accepted in several communities across Canada. Granby, Quebec, has been fighting for 18 months to prevent the operation of such a residential centre. A Quebec Superior Court ordered the city to issue the appropriate permits to operate but the city council has now decided to appeal the decision of the court.

A house in Kitchener which had been operating for three years found its continued operation threatened in December 1975 when it tried to obtain a letter from the city administration to the effect that it was complying with zoning regulations. The letter was required to support a mortgage application but the administration would not give it.

Residents in South Calgary are trying to block a group home for ex-offenders. They claim they are not against rehabilitation but they think it should be closer to downtown.

In St. John's, Newfoundland, early in January, City Council approved an application to open a centre and news reports in February already showed residents pressuring City Council to reverse itself by not issuing a licence. The whole matter seems to be headed for the courts.

Depressing! sad! very grim!

National Voluntary organizations

The Second Conference of National Voluntary Organizations will take place in

the Government Conference Centre in Ottawa from April 24 to 26. The first conference was held in November 1974, when 120 delegates representing 54 organizations made plans for a continuing committee to study some matters of concern to all organisations and to arrange for this second meeting. The theme of this meeting is "The New Role of Voluntary Organizations in a Welfare State".

Marijuana — more evidence

Dr. Max Fink, State University of New York, says

that studies of heavy chronic use of marijuana in Costa Rica and Jamaica have not shown that there is any brain damage or other significant differences between users and non-users.

The U.S. National Institute on Drug Abuse has published a report which says researchers are turning up promising new medical uses for marijuana. Also, the report did not support the concern that chronic marijuana use leads to genetic damage and lower fertility. It does suggest that marijuana has reduced internal eye pressure in glaucoma patients, relieved vomiting in cancer patients undergoing chemotherapy and dilated pulmonary air passages in asthmatics.

Citizen Participation — The Witness

In these times of increasingly long court delays, and the high costs of losing a day's pay to be a witness, the suggestion for a Bill of Rights for Witnesses is most welcome. It is contained in the November 1975 issue of **Chitty's Law Journal**. Its adoption would go a long way toward improving, rather than just tolerating, participation of citizens in the administration of justice. The ten item proposal reads as follows:

ing a day's pay to be a witness, the suggestion for a Bill of Rights for Witnesses is most welcome. It is contained in the November 1975 issue of **Chitty's Law Journal**. Its adoption would go a long way toward improving, rather than just tolerating, participation of citizens in the administration of justice. The ten item proposal reads as follows:

1. A witness is a guest of the court and is entitled to be treated as a guest. Without witnesses our courts cannot function.

2. Witnesses have rights as well as parties. They are entitled to look to the trial judge for protection against all unwarranted attacks on their character, credibility, dignity and rights of privacy.

3. A trial judge should jealously guard the rights of witnesses and when they are in conflict with the rights of the litigants it should be his duty to balance the rights.

4. A witness is entitled to counsel of his choice to advise him when giving evidence. The **Canadian Bill of Rights**, section 2(d) provides that: no law of Canada shall be so construed as to authorize a court, tribunal, commission, board or other authority to compel a person to give evidence if he is denied counsel.

5. While counsel may have the right to ask a question, he has no absolute right to the answer. That remains in the discretion of the court.

6. When a witness served with a subpoena finds attendance at trial oppressive or apt to cause great personal inconvenience or loss to himself or others, he should be able to apply to the court for relief. The court should then consider all relevant matters and make such order as to the taking of the evidence, other than at trial, including depositions, video-taping, and the reasonable compensation to be paid to the witness for his loss.

7. In scheduling trials, the court should assume the responsibility of moving the cases to trial and consult the convenience of witnesses in addition to that of counsel and the parties.

8. Witnesses should be reasonably compensated for their loss of earnings and expenses while attending trial.

9. The trial Bench and Bar should cooperate in alerting the witnesses so as to avoid all unnecessary appearances in court and achieve minimal loss of time.

10. Transportation to and from the court should be arranged for those witnesses who, because of age, disability or other compelling circumstances, require it. Witnesses who must leave young children so that they may attend court deserve special consideration.

Publications of interest

John Howard Society of Ontario Brief on "Use of dissociation in Federal Penitentiaries" Toronto 1975.

— Bruno Cormier - "The Watcher and the Watched" Montreal: Tundra Books. 1975, \$10.00. A description of the McGill Clinic in Forensic Psychiatry experience in the Clinton Prison, Dannemora, New York.

— Jeremiah Green - "The Death of Robert Poulin". Available from the author at Ottawa, Box 5442 Station "F". 1975.

— Centre of Criminology, University of Toronto. "Handbook and Annual Report, 1975". A description of the Centre of Criminology, its research activities, information resources, publications and academic program.

— Law Reform Commission of Canada. "Evidence" Ottawa: Information Canada. 1975. \$4.25

— Law Reform Commission of Canada. "The Criminal Process and Mental Disorder" Ottawa: Information Canada. 1975. \$2.00

— Solicitor General of Canada - Penitentiaries. "Report of the Study Group on Dissociation" Ottawa: 1975. Chairman of the Group: James A. Vantour.

— British Columbia. Co-ordinated Law Enforcement Unit. "Organized Crime in British Columbia": Department of the Attorney General of British Columbia, 1975.

— Lynn Clark and Janette Baker. "Volunteer Training". A study of Community practice. Toronto: Volunteer Centre of Metropolitan Toronto. 1975.

— Camille Messier. "In the hands of the law". Summary report of the legal needs of the economically deprived in Quebec. Montreal: Sociology Section, Expertise, Education and Research Department. Commission des Services juridiques. 1975.

— Canada, Department of Justice and Solicitor General. "Peace and Security — Protection against violent crime". Explanatory Notes, Ottawa 1976.

— Canada, Department of Justice and Solicitor General. "The Highlights of the Peace and Security Program" Ottawa, 1976.

— Canada, Solicitor General. "1975 Annual Reports relating to (1) the Official Secrets Act and (2) Section 178.22 of the Criminal Code of Canada (Protection of Privacy Act)". Ottawa: 1975.

— Guy Richmond. "Prison Doctor" Surrey, B.C.: Nunaga Publications, 1975.

— "L'emprisonnement au Québec" (Detention in Quebec) is the theme of Vol. IX 1976, of *Criminologie* (formerly *Acta Criminologica*) Montreal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1976. Subscription: per year \$8.00.

— Jean-Pierre Charbonneau. "The Canadian Connection" Scarborough: Optimum Press, 1976 \$12.95. This is the English version of the book on Mafia drug traffic in Canada mentioned in the January 1976 of this *Bulletin*.

— "Crime and Justice in

— "Crime and Justice in America 1776-1976" January 1976 issue of *The Annals of the American Academy of Political and Social Science*. May be ordered from the American Academy, 3937 Chestnut St. Philadelphia P.A. 19104. Non members \$4.00. Members \$3.50.

— Donald Pollock. "Transformation" Montreal: Presses Métropolitaines 1975.

Report to Members

— **Briefs** In the January issue of the *Bulletin*, you were invited to react to a proposal for a change of name. The response was far from overwhelming. Surely, many more members have views on this! So let's try again. You received a draft of the comments being prepared on the federal government's proposed "Young Persons in Conflict with the Law Act". You are invited to react. An opportunity to decide what kind of legislation should be adopted is offered to you. Use it. Participate.

If proposed legislation for young persons is of no interest to you, surely the "Peace and Security" proposals should set you off. What do you think of them? The committee of the Association which is preparing a brief does not yet have a written draft statement but it could use suggestions. Send them in and they will be examined by the committee responsible for the task. Participate.

If the two matters mentioned above leave you cold, there is still the question raised in the January 1976 *Bulletin* about the Task Force on the role of private agencies in criminal justice. The Association is working on a brief to be submitted to the Task Force and your views would be appreciated. Participate.

— CCCA conferences

Do not forget the June 7 to 10, 1976, Conference on Youth, Society and the Law at Queen's University in Kingston.

Planning on the 1977 Canadian Congress of Criminology and Corrections in Calgary is progressing. Some changes are being made which will be reported in detail in the *Bulletin* later. The length of the Congress will be shortened to the three days immediately preceding the Calgary Stampede. Start planning now.

The Congress moves to Moncton in 1979 and to Winnipeg in 1981.

— Affiliates

The Ontario Association of Corrections and Criminology is now an affiliate of CCCA. The November 1975 issue of the *Bulletin* noted the affiliation with the Manitoba Society of Criminology and reported on the terms of the agreement between associations. The same terms have been adopted in the case of OACC. Would affiliation between your provincial association and CCCA be advantageous? Look into the matter and express your views. Participate.

— Memberships

Recruiting members for CCCA is also participation. No one knows better than you of the opportunities that are available to members. Letters from the Membership Committee are allright and useful but the most productive method of recruiting is still personal contact with a member. Participate in this enterprise. Recruit.

— Jeremiah Green - **The Death of Robert Poulin**. En vente chez l'auteur à Ottawa, C.P. 5442, Succursale F, 1975.

— Centre de criminologie, Université de Toronto. **Handbook and Annual Report, 1975**. Description du Centre de criminologie, de ses travaux de recherche, de ses publications, des ressources informationnelles et de son programme d'enseignement.

— Commission de réforme du droit du Canada. **La preuve**. Ottawa: Information Canada, 1974. \$4.25.

— Commission de réforme du droit du Canada. **Le processus pénal et le désordre mental**. Ottawa: Information Canada, 1975. \$2.

— Solliciteur général du Canada - Pénitenciers. **Rapport du Groupe d'étude sur la dissociation**. Ottawa: 1975. Président du Groupe: James A. Vantour.

— Colombie-Britannique. Section de l'application coordonnée de la loi. **"Le crime organisé en Colombie Britannique"**. Ministère du Procureur général de la C.-B., 1975.

— Lynn Clark et Janette Baker. **Volunteer Training**. Etude sur l'action communautaire. Toronto: Volunteer Centre du Toronto-Métropolitain, 1975.

— Camille Messier. **Entre les mains de la loi**. Rapport sommaire sur les besoins juridiques des économiquement désavantagés au Québec. Montréal: Section de sociologie, Département d'expertise, d'éducation et de recherche. Commission des services juridiques. 1975.

— Canada, Ministère de la Justice et Solliciteur général. **Ordre et sécurité publics. Protection contre la violence criminelle**. Notes explicatives, Ottawa, 1976.

— Canada, Ministère de la Justice et Solliciteur général. **Les faits saillants du programme Ordre et sécurité publics**. Ottawa, 1976.

— Solliciteur général du Canada. **Rapports annuels 1975 relatifs (1) à la Loi sur les secrets officiels et (2) à l'article 178.22 du Code criminel du Canada (Loi sur la protection de la vie privée)**. Ottawa, 1975.

— Guy Richmond, **Prison Doctor**, Surrey (C.-B.): Nunaga Publications, 1975.

— **L'emprisonnement au Québec**, thème du vol. IX, 1976 de **Criminologie** (précédemment *Acta Criminologica*), Montréal: Les Presses de l'Université de Montréal, 1976. Abonnement: \$8 par année.

— Jean-Pierre Charbonneau. **The Canadian Connection**. Scarborough: Optimum Press, 1976, \$12.95. Version anglaise du livre sur le trafic de la drogue pratiqué par la Mafia au Canada mentionné dans le numéro de janvier 1976 de ce **Bulletin**.

— **Crime and Justice in America 1776-1976**, numéro de janvier 1976 de **The Annals of the American Academy of Political and Social Science**. Peut se commander à l'Academy, 3937 Chesnut St. Philadelphie P.A. 19104. Non membres, \$4; membres, \$3.50.

— Donald Pollock. **Transformation**, Montréal: Presses Métropolitaines, 1975.

Rapport aux membres.

— **Mémoires** Dans le numéro de janvier du **Bulletin**, vous étiez invités à dire ce que vous pensiez d'un éventuel changement de nom. La réponse a été plutôt mince. Il y a certainement beaucoup plus de membres qui ont des vues sur ce point. Faisons donc un autre essai. Vous avez reçu un brouillon des commentaires qui sont en train de se rédiger sur le projet de loi du gouvernement fédéral intitulé "Loi sur les jeunes qui ont des démêlés avec la justice". Vous êtes invités à faire connaître votre sentiment. L'occasion vous est donnée de décider du genre de loi qu'il faudrait adopter. Profitez-en. Participez.

Si la loi envisagée pour les jeunes ne vous intéresse pas, les propositions du programme **Ordre et sécurité publics** devraient certainement vous animer. Qu'en pensez-vous? Le comité de la Société qui est en train d'aviser à un mémoire n'a pas encore écrit de texte et pourrait profiter de suggestions. Envoyez-les et le comité responsable du mémoire les examinera. Participez.

Si les deux questions ci-dessus vous laissent froids, il y a encore la question soulevée dans le **Bulletin** de janvier 1976 au sujet du rôle des organismes privés dans la justice criminelle. La Société travaille à un mémoire à présenter au Groupe d'étude et vous saurait gré de vos vues. Participez.

—Conférences de la Société

N'oubliez pas la Conférence sur la jeunesse, la société et la loi qui doit avoir lieu à l'Université de Kingston du 7 au 10 juin 1976.

La planification du Congrès canadien de criminologie de 1977 (Calgary) progresse. Il est apporté des changements qui seront indiqués en détail dans le **Bulletin** plus tard. La durée du Congrès sera ramenée aux trois jours immédiatement antérieurs au Stampede de Calgary. Commencez à faire vos plans dès maintenant.

Le Congrès sera tenu à Moncton en 1979 et à Winnipeg en 1981.

— Groupements affiliés

La **Société ontarienne de criminologie** est maintenant affiliée à notre Société. Le numéro de novembre 1975 du **Bulletin** a noté l'affiliation de la Société de criminologie du Manitoba et a rendu compte des conditions de l'entente intervenue entre les deux sociétés. Les mêmes conditions ont été adoptées dans le cas de la Société ontarienne. L'affiliation entre votre société provinciale et la Société canadienne serait-elle avantageuse? Réfléchissez à la question et exprimez vos vues. Participez.

— Adhésions

Le recrutement de membres pour notre Société constitue aussi de la participation. Nul ne connaît mieux que vous les avantages assurés aux membres. L'envoi de lettres par le Comité des adhésions est une bonne et utile chose, mais la méthode de recrutement la plus féconde est encore le contact personnel avec un membre. Participez à cette oeuvre. Faites du recrutement.